



Syndicat **Force Ouvrière** DGFIP – Section de l'Oise  
DDFiP de l'Oise - 2 rue Molière - 60000 BEAUVAIS

**permanence le lundi**

Tél (répondeur) : 03-44-06-35-68

mail : [fo.ddfip60@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip60@dgfip.finances.gouv.fr)

web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/060/>

## Déclaration liminaire **F.O.**-DGFIP 60

CTL du 9 mai 2016

Madame la Présidente,

ce comité technique se réunit dans un contexte général particulièrement dégradé sur le plan social, comme en témoignent les taux de grévistes de la DDFiP de l'Oise dans un contexte de durcissement de la mobilisation contre la Loi Travail.

Depuis maintenant deux mois en effet, le gouvernement reste sourd aux revendications des salariés comme il n'entend pas l'exaspération de l'ensemble du corps social. Force est de constater que le dialogue social est en panne dans notre pays.

Les fonctionnaires ont bien compris que si on inverse la hiérarchie des normes dans le secteur privé, leur tour viendra pour faciliter de nouveaux reculs sociaux.

Que dire de l'entêtement du gouvernement à vouloir mettre en œuvre à tout prix un projet dont plus personne ne veut y compris le patronat alors que la cohésion sociale est déjà bien entamée.

Dans la Fonction Publique, que dire de la gestion de la mise en place de PPCR et du RIFSEEP ? Plus particulièrement à la DGFIP, l'adaptation à marche forcée du réseau à la réforme territoriale version « Parent », le manque chronique de moyens humains et budgétaires, l'obligation de l'usage des télé-procédures pour les particuliers, le Prélèvement A la Source (PAS) sont autant d'exemples de la volonté de bouleverser le rôle et la place des services de notre administration. Parallèlement, la volonté très perceptible de standardisation des régimes indemnitaires (SPF-E, redevance...) pour faire des économies sur le dos des agents, la mise à disposition de bornes CAF dans les accueils, témoignent du manque de reconnaissance des efforts consentis par les personnels dans un contexte où il faut en faire toujours plus avec de moins en moins de moyens.

Pour **F.O.**-DGFIP, plutôt que de mettre en place toute une série de palliatifs destinés notamment à résoudre les problèmes d'accueil, il est urgent d'obtenir des garanties sur l'arrêt des suppressions d'emplois et un moratoire sur les restructurations incessantes. Comment imaginer que les personnels disposeront de la sérénité suffisante et nécessaire pour grimper tous les Himalaya tel que notamment le prélèvement à la source dans un tel contexte ? Les ministres n'ont de cesse que se répandre sur la technicité et le dévouement des agents, il est temps de passer à des formes de reconnaissance concrète pour qu'enfin la DGFIP ne soit plus considérée comme un des derniers gisements d'emplois à supprimer et reconnue comme une administration exerçant des missions prioritaires.